



## SOMMAIRE

<i>Rapport du Conseil de Surveillance</i> .....	4
<b>Rapport de gestion du directoire</b> .....	5
<i>Tableau financier</i> .....	10
<i>Liste des mandats et fonctions exercés par les mandataires sociaux</i> ..	11
<i>Texte des résolutions</i> .....	14
<b>Résultat consolidé</b> .....	17
<i>Bilans consolidés</i> .....	18
<i>Tableau des flux de trésorerie</i> .....	19
<i>Annexes aux comptes consolidés</i> .....	20
<i>Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés</i> ..	26
<b>Comptes sociaux Cerp Lorraine</b> .....	27
<i>Bilan comptes sociaux</i> .....	28
<i>Tableau des flux de trésorerie</i> .....	29
<i>Annexes aux comptes sociaux</i> .....	30
<i>Rapport Général des Commissaires aux Comptes</i> .....	35
<i>Rapport Spécial sur le paiement des dividendes en actions</i> .....	36

## ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE ORDINAIRE DU 28 MAI 2008

Après 2006, 2007 aura été pour le Groupe CERP Lorraine un nouvel exercice de croissance. Ce très beau résultat économique démontre, à nouveau, clairement la pertinence de notre stratégie de diversification et d'enrichissement des solutions que nous mettons à la disposition de nos clients.

Conformément à la loi, le Conseil de Surveillance a arrêté les comptes de l'exercice 2007 et approuvé le rapport de gestion du Directoire sur l'activité de la Société et du Groupe au cours de ce même exercice. Le Conseil de Surveillance a également pris connaissance des comptes consolidés.

Nous n'avons aucune observation à formuler tant sur le rapport de gestion que sur les comptes.

Aussi nous vous demandons, après avoir pris connaissance des rapports du Directoire et des Commissaires aux Comptes, d'approuver les résolutions soumises à votre vote.

Nous adressons au Directoire, aux Cadres et à l'ensemble des personnels du Groupe, nos très vives félicitations pour la qualité des résultats de cet exercice.

A nouveau cette année, spécificité de la Coopérative, il vous est proposé de distribuer aux clients et actionnaires une part significative du résultat à savoir :

■ **Une participation coopérative de 1.883.000 €** versée proportionnellement aux achats de chacun des associés ; cette somme équivaut à **0,25 %** du montant des achats effectués auprès de la Coopérative.

■ **Une rémunération des actions au taux de 4,5 %** produisant un dividende de **0,72 €** par action. Sur la base du capital souscrit au **31/12/2007** le montant des dividendes s'élèvera à **517.177 €**.

**Le montant total distribué aux clients et actionnaires s'élèvera ainsi à 2.400.177 € en progression de plus de 10 % par rapport à 2006.**

Au cours de cette assemblée, les mandats de 5 conseillers arrivent à échéance :

**Bernard GIROT** sollicite le renouvellement de son mandat  
**Jean COLLIN, Gérard FLAMMARION, Jean-Paul KLEHR** et **Gérard NAIMI**, déjà démissionnaire, ne sollicitent pas le renouvellement de leur mandat.

Qu'il me soit permis, ici, de leur exprimer toute notre gratitude et toute notre reconnaissance pour leur investissement fort au sein du Conseil. Nous avons su, avec eux, mener les réflexions stratégiques et opérer les choix qui ont permis la croissance, les diversifications et donc la solidité du Groupe.

Pour assurer leur remplacement, nous vous proposons de nommer :

**Benoît BEAUDOUIN**

**Véro WONG**

**Jean-Pierre DOSDAT**

**Hubert LIBOTTE**

Et

**Pascal MARTIN** en qualité d'Auditeur.

Ils se présenteront brièvement à nous et je vous demande de confirmer notre choix en les nommant au Conseil de Surveillance pour un mandat de six années.

Je les remercie d'accepter de venir enrichir notre Conseil de leur expérience, de leur réflexion stratégique et de leur vision prospective qui nous seront utiles pour relever les défis de demain.

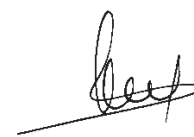
La CERP Lorraine, fondée en 1935, pour répondre aux besoins d'approvisionnement des officines de Lorraine, a contribué à développer la répartition pharmaceutique pendant 40 années, puis, est venue l'heure des diversifications pour arriver à notre offre de services actuelle : Informatique, Soins à domicile et Aide au point de vente, développant les outils opérationnels répondant aux questions pratiques et brûlantes d'actualité que se pose aujourd'hui l'officine. L'avenir de l'officine indépendante passe par le développement de la qualité du point de vente et le service aux patients dans un contexte permanent de réduction des coûts et d'optimisation des dépenses.

Le Groupe CERP Lorraine s'intègre dans ce nouveau modèle mais va devoir s'adapter pour demeurer compétitif. La répartition pharmaceutique en France est soumise à une concurrence accrue du fait de l'émergence de nouveaux modes de distribution proposés aux pharmaciens d'officine. De plus, l'avènement des génériques contribue à diminuer les volumes de la répartition. Enfin, l'effet structure, par la baisse des prix ainsi que celle des marges décrétée par les Pouvoirs Publics, obèrent également les résultats.

Face à cet environnement économique en pleine mutation, il est de notre devoir de nous interroger sur la place d'un répartiteur de taille régionale au sein du Groupe, sur les risques que prendrait la CERP Lorraine à ne pas opérer de recentrage, risques qui pourraient être économiquement et socialement préjudiciables. Tout immobilisme ou insuffisance stratégique conduirait inmanquablement à un DECLIN voire à une perte d'indépendance du Groupe. Il est fondamental que la COOPERATIVE continue à investir, à enrichir, à développer et à diversifier son offre de services, qu'elle se prépare, si besoin demain, à entrer dans le capital des officines comme elle le fait déjà en Belgique, selon le modèle ALPHAR PARTNERS.

Le cœur de l'objet social de la coopérative doit être, recentré sur une MISSION : Permettre à l'officine française de rester majoritairement LIBERALE, INDEPENDANTE et COMPETITIVE.

Entre cet objectif là, et le conduire à bien avec le Directoire, les femmes et les hommes du Groupe, et celui, d'avoir à conduire et à accompagner un long déclin, votre Conseil et son Président ont fait leur choix. Le choix du simple bon sens et le choix de l'INTERET des confrères, le choix de l'AVENIR du Groupe, et le choix de la GARANTIE DES FONDS qui nous sont confiés.



**Pascal LIBERT**

Président du Conseil de Surveillance

## ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE ORDINAIRE DU 28 MAI 2008

### Faits marquants

Après une année 2006 marquée par la consolidation des activités du Groupe dans le secteur de l'Informatique à l'Officine avec le rachat par PHARMAGEST INTERACTIVE des minoritaires de CIP (SA), qui lui a permis en Avril 2006 d'en détenir le contrôle à 100 %,

Le Groupe a poursuivi en 2007 sa stratégie de diversification, enrichi son offre et renforcé ses positions sur ses différents marchés avec :

- Au 01 Janvier 2007, l'acquisition effective de la société D,MEDICA à Toulouse qui, suite à la fusion opérée le 1<sup>er</sup> Juillet 2007 avec HOPIDOM, permet au Groupe de se positionner dans le Top 5 du marché des Soins à Domicile en France avec 370 collaborateurs, 30 établissements de distribution et de services et **59,9 M€** de CA en 2007.
- En Janvier 2007, l'entrée sur le Marché Dépositaire avec l'acquisition de la société EVRARD DPE à NANCY et sa filiale PHARMALPA à LYON, a permis d'enrichir notre palette d'offres de services à l'Officine et à l'Industrie avec 40 collaborateurs et deux plate-formes dédiées aux besoins des Industriels à LYON et à disposition des Groupements à NANCY avec DISTRIPRO.
- En Janvier, avec l'acquisition par PHARMA CERP de la société Belge AUXI EXPORT à GAND, qui lui aura permis d'élargir sa distribution (hors Europe) et de diversifier son portefeuille clients.
- En Septembre, avec l'acquisition par PHARMAGEST de la société luxembourgeoise SABCO et son portefeuille de **650** pharmacies, en Belgique et au Luxembourg, et une prise de participation conjointe de **50 %** dans MALTA Informatique, acteur sur le Marché de l'équipement informatique des Maisons de Retraite et avec la création d'une antenne à l'Île Maurice pour se donner les moyens d'amplifier ses forces de développement (12 développeurs embauchés fin 2007).

Mais au-delà de ces opérations de croissance externe, l'année 2007 aura également été marquée par :

- En France, la non-reconduction de la taxe exceptionnelle et confiscatoire de 2006 qui avait grevé les résultats de nos activités de Répartition de **1,4 M€** l'exercice précédent.
- En Belgique, le Groupe aura enregistré les premiers signes de redressement de sa profitabilité dans ses activités de Répartition, avec la fermeture de l'établissement de TURNHOUT dont l'activité a été reprise par celui de TESSENDERLO, la mise en place d'une organisation du travail plus productive à GAND et à LIEGE et le lancement d'une activité « HAD » en Wallonie permettant aux pharmaciens clients d'ALPHA REPARTITION de se positionner sur le marché porteur des soins à domicile. Dans les activités de Dépositaire, COPHANA aura pris possession d'une nouvelle plate-forme logistique à LA LOUVIERES.
- Dans les activités d'AIDE au Point de Vente et de Conseil à l'Officine, le rapprochement de PHARM'OBJECTIF et de

PROFIDIA aura permis d'élargir notre secteur géographique en France et de développer des outils opérationnels en réponse aux questions pratiques et brûlantes d'actualité que se pose aujourd'hui l'Officine.

**« Comment vendre plus et vendre mieux ? Comment adapter mon offre produits aux attentes de mes clients ? Comment impliquer plus fortement mes équipes officielles dans la délivrance et le conseil aux patients ? Comment mieux positionner mes prix par rapport au prix de marché et à ma zone de chalandise ? Comment accroître la satisfaction et la fidélisation de ma clientèle ? »**

Avec Géo-PROFIDIA, PROFIDIA Merchandising, PROFIDIA Consulting, PROFIDIA Prix, PROFIDIA Animation et PROFIDIA Qualité, le Groupe dispose aujourd'hui d'une panoplie d'offres en réponse à ces questions dont les résultats tangibles et les témoignages de satisfaction des adhérents utilisateurs démontrent la pertinence.

- En Belgique, ALPHAR PARTNERS aura fait les premiers pas d'une plus forte professionnalisation dans sa démarche d'acquisition avec 35 pharmacies partenaires, fin 2007. Ce dispositif, unique en son genre, aide les jeunes officinaux à acquérir progressivement leur pharmacie tout en leur garantissant une sécurité financière. ALPHAR PARTNERS devient dans un premier temps propriétaire à 51 % de l'officine dans le cadre d'un contrat qui invite le pharmacien à reprendre son indépendance dans les huit à douze ans après son installation.
- La SEMES aura étoffé son offre MARQUE VERTE avec une gamme de « médication familiale » avec SRILANE des Laboratoires MERCK Santé et l'acquisition fin 2007 d'un produit de forte notoriété, MOUSTICOLOGNE. Ces partenariats exclusifs de distribution « pour compte » et cette politique d'acquisition de produits d'OTC sont appelés à se poursuivre si les moyens financiers qui sont à mettre en œuvre recueillent l'adhésion des actionnaires en 2008.

Enfin, l'Assemblée Générale Extraordinaire du 14/12/2007 a adopté à une large majorité les modifications des Statuts qui étaient proposées et qui visent à :

- Modifier l'objet social de la COOPERATIVE pour qu'il intègre et reflète ce qu'est aujourd'hui le Groupe CERP Lorraine, un Groupe d'envergure Européenne qui consolide des activités de 7 Métiers et une offre permettant à ses clients pharmaciens associés de se positionner dans un nouveau modèle plus ouvert à la concurrence et de rester LIBERAUX, INDEPENDANTS et COMPETITIFS.
- Permettre à l'ensemble des clients pharmaciens du Groupe et utilisateurs de nos services d'en devenir actionnaires.
- Elargir et renforcer la Bonne Gouvernance du Groupe en permettant l'accès au Conseil de Surveillance d'Administrateurs « Indépendants ».
- Transférer le Siège Social sur la commune de VANDŒUVRE, où se trouvaient déjà depuis l'été 2005, la Direction Générale et le Top Management du Groupe.

## Résultats 2007

En 2007, les résultats du Groupe se caractérisent par un **Résultat d'Exploitation** en hausse de **42 %** et un **Résultat courant** (avant impôts) « record » de **39 M€** en progression de **31 %**.

Avec un **chiffre d'affaires consolidé** en progression de **8,1 %** à **1.738 M€** (+ **5,1 %** à périmètre comparable) la croissance de l'activité aura principalement bénéficié de l'intégration des sociétés D,MEDICA et EVRARD DPE-PHARMALPA qui auront contribué pour **65,3 M€** au chiffre d'affaires du Groupe.

A **37,7 M€**, le **résultat d'exploitation** ressort en hausse de **42,5 %** (+ **11,4 %** à périmètre comparable) et intègre pour **5,3 M€** les résultats des sociétés nouvellement intégrées.

En repli de **59,5 %** le **résultat financier** qui intègre en année pleine les coûts de financement des acquisitions, ressort positif de **1,3 M€** (versus **3,2 M€** en 2006).

Le **résultat courant** (avant impôts) des sociétés intégrées progresse de **31,6 %** à **39 M€**, niveau record de profitabilité du Groupe.

Le résultat exceptionnel positif de **1,28 M€** en 2006 et qui n'a pas enregistré en 2007 de plus-values de cession redevient légèrement négatif.

L'**impôt sur les bénéfices** à **12,1 M€** progresse de **27,6 %**, la participation des salariés à **2,2 M€** (versus 2,1 M€ en 2006) progresse de **4,0 %**.

Le **résultat net** (avant survaleurs) à **24,6 M€** (versus **19,3 M€** en 2006) ressort en hausse de **27,3 %**. L'amortissement des écarts d'acquisition enregistre les dotations des amortissements des goodwill d'acquisition des sociétés nouvellement acquises à **4,7 M€** contre **2,6 M€** l'exercice précédent (+ **87,9 %**).

Le **résultat net** (après survaleurs) à **19,9 M€** (versus 16,8 M€ en 2006) progresse de **18,9 %** à **1,15 %** du chiffre d'affaires contre 1,05 % en 2006.

Le **résultat net** (part du Groupe) à **16,7 M€** (versus 14,1 M€ en 2006) ressort en hausse de **18 %**.

### Analyse des résultats par secteur d'activité

Dans le secteur de la **Répartition en France**, qui aura été épargné en 2007 d'une taxation sur le chiffre d'affaires de la vente en gros, les ventes du Groupe auront progressé de **2,9 %** à **802,8 M€** dans un Marché en évolution de **3,14 %**.

Le **résultat d'exploitation** profite de l'absence de taxe confiscatrice qui avait grevé les résultats de l'exercice précédent de **1,4 M€** pour retrouver un niveau de profitabilité plus normal à **5,97 M€**, versus 4,37 en 2006 en hausse de **1,6 M€**.

Après un **résultat financier** en repli de **3,5 M€** à **2,3 M€**, le résultat courant de cette activité ressort à **8,29 M€** en hausse de **5,8 %** sur 2006 (7,83 M€).

Dans le secteur de la **Répartition en Belgique**, dans un marché en progression de **5,6 %**, les ventes du Groupe retrouvent en 2007 une évolution en hausse de **4,1 %**.

En dépit d'une conjoncture qui sera restée peu favorable en volume d'activité, le Groupe enregistre les premiers signes de redressement de sa profitabilité avec un **résultat d'exploitation** en hausse de **35,3 %** à **3,21 M€** (versus 2,37 M€ en 2006) pour un résultat courant de **2,29 M€** en progression de **41,4 %**.

Dans les **autres activités**, le volume d'affaires en hausse de **32,4 %** bénéficie pour **65,3 M€** de l'intégration des sociétés nouvellement acquises qui contribuent pour **5,3 M€**

au **résultat d'exploitation** en hausse de **44,7 %** à **28,5 M€** (versus 19,7 M€ en 2006) + **17 %** à périmètre comparable.

Dans le secteur de l'**Informatique Officinale** et avec une croissance d'activité de **5,3 %** et **70,95 M€** (en norme IFRS), PHARMAGEST INTERACTIVE contribue pour **12,1 M€** et plus de **42 %** au résultat des autres activités et **32 %** au **résultat d'exploitation** consolidé du Groupe.

### Bilan 2007 : Une structure financière qui reste solide

Avec des **capitaux propres consolidés** en hausse de **14,9 M€** à **131,5 M€** (versus 116,6 M€ en 2006) et des **actifs immobilisés** de **107,7 M€** (versus 85 M€ en 2006) en progression de **22,7 M€**, le Groupe affiche une structure financière qui reste solide au regard d'une capacité d'auto financement de **30,7 M€** en hausse de **38,4 %**.

Après financement des **besoins en fonds de roulement** **18,9 M€**, le flux de trésorerie a laissé un excédent de **11,8 M€** pour couvrir les remboursements d'emprunts, **11,3 M€** en 2007.

Les **investissements** de l'exercice incluant les variations de périmètre, ont représenté **18,9 M€**, principalement constitués du solde du prix d'acquisition de D,MEDICA et des acquisitions dans l'exercice d'EVRARD DPE-PHARMALPA et de SABCO qui ont été financées par des emprunts pour **19,4 M€**.

L'**endettement net** (dettes bancaires – trésorerie disponible) ressort en hausse de **25,7 M€** à **94,0 M€** à fin 2007 contre **68,3 M€** en 2006, équivalent à 3 fois la **capacité d'autofinancement** de l'exercice (**71 %** des fonds propres consolidés).

### Evolution des emplois

En terme d'emplois, les effectifs du Groupe (personnes physiques) auront progressé de **1.952** à **2.311**, soit **359** emplois.

Ces évolutions ont principalement pour origine l'intégration des personnels de l'Informatique Officinale(SABCO) des personnels des Soins à Domicile (D,MEDICA) et de l'activité Dépositaire en France (EVRARD DPE-PHARMALPA).

### Activités et résultats sociaux

L'activité et les résultats sociaux de la **SA Coopérative CERP Lorraine** reflètent en 2007 et pour l'essentiel, le niveau d'activité et les résultats enregistrés dans son activité de Répartition en France avec un **chiffre d'affaires** en hausse de **2,96 %** à **800,3 M€** (versus 777,3 M€ en 2006).

A **5,8 M€** le **résultat d'exploitation**, contre **4,0 M€** l'exercice précédent, bénéficie pour l'essentiel de l'absence de taxe exceptionnelle qui avait pesé sur les comptes 2006 pour **1,4 M€**.

Le **résultat financier** en repli de **7,8 M€** à **7,0 M€** prend en compte les coûts de financement des acquisitions et intègre pour **5,6 M€** contre **5,2 M€** l'exercice précédent les **dividendes** des filiales.

Dans ce contexte, le **résultat courant** (avant impôts) ressort à **13,1 M€** (versus 11,8 M€ en 2006) en progression de **10,5 %**.

Le **résultat exceptionnel** positif de **1,0 M€** inclut pour **0,9 M€** la plus value d'apport de la filiale HOPIDOM à D,MEDICA.

Après **participation des salariés** pour **0,76 M€** et **impôts** de **2,19 M€**, le **résultat net** de l'exercice ressort à **11,1 M€** (versus 9,5 M€ en 2006) en hausse de **17,7 %**.

## Perspectives 2008

Si l'année 2007 a été riche en évènements, il ressort aussi comme une évidence que le Groupe va se trouver de plus en plus confronté, dans son activité de Répartition en France, aux tendances lourdes et inéluctables d'un marché de la santé en pleine mutation et où les schémas traditionnels de la distribution du médicament explosent de toutes parts :

### Entre la GROSSE DEPRIME des GROSSISTES

- Pris en étau entre les contraintes réglementaires qui visent à réduire de plus en plus fortement leur marge et le nombre croissant de mesures qui viennent accroître leurs obligations pharmaceutiques,
- Par l'accentuation de la pénétration des médicaments génériques dont les « ventes directes » appréhendent l'essentiel des flux,
- Par la concurrence de plus en plus vive des Laboratoires dans la distribution en direct aux Officines de leurs médicaments princeps, qui représente 15 % du marché et 30 % des volumes du médicament remboursable.

### Et les DEFIS MAJEURS de L'OFFICINE

- Dont les piliers sont sur la sellette Européenne : Monopole du Médicament, Monopole de la propriété du Capital, Loi de Répartition des Officines « Numerus Clausus »,
  - OTC devant le comptoir,
  - Réseau officinal sur le chemin d'une réorganisation via des transferts et des regroupements,
  - Négociations avec les Pouvoirs Publics qui vont entraîner à court terme une modification des prix, des marges et des conditions commerciales,
  - Prix de cession des Pharmacies qui atteignent des sommets.
- Il est de plus en plus à craindre que seuls les Grossistes Répartiteurs de taille Européenne soient demain les seuls à pouvoir rester compétitifs sur ce marché, avec comme seule alternative, d'intégrer l'Aval comme ils le font déjà partout ailleurs en Europe.

Cette stratégie n'est pas la nôtre et il nous faudra, en 2008, faire un choix de REPOSITIONNEMENT des activités de la COOPERATIVE pour ne pas avoir à entrer aussi fortement en concurrence avec nos clients et associés Coopérateurs en veillant à préserver la pérennité de cette activité et de ses emplois.

Il ressort aussi de cette analyse que la stratégie de diversification mise en œuvre et encore amplifiée en 2007, permet aujourd'hui au Groupe CERP Lorraine de disposer d'une offre riche et diversifiée qui, au-delà de son activité historique de Grossiste Répartiteur en France, lui assure un meilleur équilibre de ses sources de revenus avec une offre de services qui constitue un ATOUT de premier plan, pour accompagner ses clients et associés Officinaux dans le nouveau modèle qui va être le leur, et faire en sorte que l'Officine Française puisse rester majoritairement

**LIBERALE, INDEPENDANTE et COMPETITIVE**

C'est ce qui nous rend confiants quant à notre avenir et ce qui constitue la principale raison de notre optimisme sur la poursuite d'une croissance de nos activités stratégiques et sur la qualité de nos résultats 2008 attendus au voisinage de ceux de l'année 2007.

## Présentation des comptes

Les règles de présentation et les méthodes d'évaluation retenues pour l'établissement des comptes sociaux 2007 sont conformes à la nouvelle réglementation en vigueur et identiques à celles adoptées pour les exercices précédents.

### Proposition d'affectation des résultats

Nous vous proposons de bien vouloir approuver les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe) tels qu'ils vous sont présentés et qui font apparaître :

#### UN BENEFICE DE 11.139.519 €

Nous vous proposons, également, de bien vouloir en approuver l'affectation suivante :

– Bénéfice de l'exercice	11.139.519 €
– Auquel se rajoute le report à nouveau de 2006	484.614 €
	<b>11.624.133 €</b>

Il est proposé :

– De rémunérer les actions souscrites au 31 décembre 2007 au taux de 4,5 %, soit 0,72 euro par action soit	517.177 €
– De doter le « fonds de réserve coopérateurs et non coopérateurs » de	8.706.779 €
– De verser, avant le 30 septembre 2008, aux associés coopérateurs proportionnellement aux achats de chacun d'eux	1.883.000 €
– Dotation du « report à nouveau » de	517.177 €
– <b>Total égal au bénéfice constaté</b>	<b>11.624.133 €</b>

S'agissant de la « participation coopérative », les rompus des distributions antérieures s'ajouteront à la somme de 1.883.000 euros.

Il ne sera effectué aucun versement de participation coopérative inférieur à 300 euros. Les droits non versés formeront de nouveaux rompus.

Les dividendes ci-dessus ouvrant droit, au profit des personnes physiques, à l'abattement de 40 % sur la totalité de son montant, il est précisé qu'en application de la loi de finances 2008, les dividendes versés aux personnes physiques seront précomptés par la société du ou des prélèvements à la source suivants :

- d'un prélèvement social obligatoire de 11 %,
- d'un prélèvement libératoire de 18 % pour les actionnaires ayant opté pour ledit prélèvement au plus tard au moment de l'encaissement des revenus.

L'option pour ce prélèvement de 18 % entraîne l'annulation de l'abattement de 40 % rappelé ci-dessus.

### Option pour le paiement des dividendes en actions

Nous vous proposons d'accorder à chaque associé une option pour le paiement du dividende de l'exercice 2007 en numéraire ou en actions.

Cette option porterait sur la totalité du dividende, soit 0,72 euro par action.

Les actions nouvelles, émises en paiement du dividende, seraient créées avec jouissance au 31 décembre 2008.

Le prix d'émission desdites actions ressortirait à 16 euros.

La détermination du prix d'émission a été vérifiée par Monsieur Richard RENAUDIN et par la Société « MAZARS & GUERARD », Commissaires aux comptes. Conformément à l'article L. 232-19 du Code de Commerce, un rapport spécial a été établi.

Exercices	Dividende par action	Dividendes éligibles à l'abattement versés à des personnes physiques		Dividendes non éligibles à l'abattement versés à des personnes morales
		50 %	40 %	
2004	0,70 €	0,70 €	/	0,70 €
2005	0,55 €	/	0,55 €	0,55 €
2006	0,64 €	/	0,64 €	0,64 €

Si le montant du dividende auquel l'associé a droit ne correspond pas à un nombre entier d'actions, l'associé pourra recevoir le nombre d'actions immédiatement supérieur, la différence entre le prix des actions souscrites et le montant du dividende étant soit versée en numéraire, soit prélevée sur le « relevé d'achats ».

Les associés qui décideraient d'opter pour le paiement du dividende en actions disposeraient d'un délai de trois mois à compter du 28 mai 2008 pour en faire la demande auprès de la société en lui adressant un bulletin de souscription dûment signé.

En conséquence, tout associé qui n'aurait pas exercé son option avant l'expiration du délai susvisé ne pourrait recevoir le dividende lui revenant qu'en numéraire.

### Informations réglementées

Les informations suivantes vous sont également données :

#### Evènements postérieurs à la clôture de l'exercice

Néant

#### Distribution de dividendes

Afin de nous conformer aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, nous vous rappelons que les sommes distribuées à titre de dividendes, pour les trois exercices précédents ont été les suivantes (voir tableau ci-dessus).

#### Dépenses non déductibles fiscalement

Nous vous demandons de vous prononcer sur le montant des dépenses et charges non déductibles du résultat fiscal, qui s'élèvent à un montant global de 31.108 euros et qui ont donné lieu à une imposition de 10.369 euros.

#### Tableau des résultats des cinq derniers exercices

Au présent rapport est annexé, conformément aux dispositions de l'article R 225-102 du Code de commerce, le tableau faisant apparaître les résultats de la société au cours de chacun des cinq derniers exercices.

#### Participation des salariés au capital

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102 du Code du commerce, nous vous indiquons qu'au 31 décembre 2007, date de clôture du dernier exercice, il n'y a pas d'actions détenues tant par le personnel de la société que par le personnel des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L. 225-180 du Code de commerce.

#### Observations du Comité d'Entreprise

Les documents légaux concernant cette assemblée ont été communiqués au Comité d'Entreprise.

Ces documents n'ont appelé aucune observation particulière de leur part.

### Participations

En janvier 2007, notre société a augmenté sa participation dans la société « EVRARD DPE », dont le siège social est à HOUEMONT (54180), 08 avenue des Erables.

Notre société détient désormais 95 % du capital de ladite société au lieu de 10 % en 2006.

Il est rappelé que la société « EVRARD DPE » détient 100 % de la société « PHARMALPA », dont le siège social est à HOUEMONT (54180), 08 avenue des Erables.

Par ailleurs, il convient de signaler que la société « DMEDICA HOLDING » dont la CERP LORRAINE détenait 94 % en 2006 a, aux termes d'une fusion-absorption, absorbé avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2007 deux filiales :

- la société « D,MEDICA » à TOULOUSE, détenue à 100 % par la société « DMEDICA HOLDING »,
- la société « HOPIDOM » détenue à hauteur de 100 % par la « CERP LORRAINE ».

Suite à cette opération, la « CERP LORRAINE » détient 94,81 % du capital de la société « D,MEDICA », anciennement dénommée « DMEDICA HOLDING ».

### Mandats des mandataires sociaux

En application de l'article L. 225-102-1 (alinéa 3) du Code de Commerce, nous vous communiquons, en annexe, la liste des mandats exercés par les mandataires sociaux durant l'exercice.

### Administration et contrôle de la société

Les mandats de membres de conseil de surveillance de Messieurs Jean COLLIN, Bernard GIROT, Gérard NAIMI, Jean-Paul KLEHR et Gérard FLAMMARION arrivent à expiration à l'issue de la présente assemblée.

Seul Monsieur GIROT sollicite le renouvellement de son mandat.

Aussi, nous vous proposons de renouveler le mandat de Monsieur Bernard GIROT et de nommer en qualité de nouveaux membres du conseil de surveillance :

- Monsieur Benoît BEAUDOUIN, Pharmacien, de nationalité française  
Demeurant 32 Clos des Acacias - 57157 MARLY
- Monsieur Jean-Pierre DOSDAT, de nationalité française  
Demeurant Château de la Grange - 57100 MANOM
- Madame Véronique WONG TEN CHIN née RAVALOMANDA Holiarivony  
Pharmacienne, de nationalité française  
Demeurant 02 Place des Argonautes - 51100 REIMS
- Monsieur Hubert LIBOTTE  
Chef d'Entreprise, de nationalité française  
Demeurant 95 rue Lafayette - 54800 JARNY

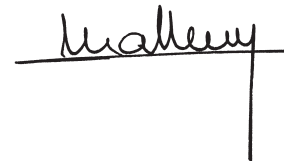
pour une durée de six années, soit jusqu'à l'assemblée générale ordinaire annuelle statuant sur les comptes clos le 31 décembre 2013.

### Jetons de présence

Nous vous proposons de fixer le montant des jetons de présence attribués aux membres du conseil de surveillance à 30.000 euros pour l'exercice en cours.

Après avoir pris connaissance du rapport général sur les comptes sociaux, du rapport sur les comptes consolidés, du rapport spécial sur les conventions conclues entre la société et l'un de ses dirigeants ou l'un de ses actionnaires, directement ou par personne interposée, du rapport sur l'option de paiement du dividende, établis par Monsieur Richard RENAUDIN et la société « MAZARS & GUERARD », Commissaires aux comptes, nous répondrons aux questions que vous voudrez bien nous poser.

A l'issue de cette discussion, il sera procédé à la lecture du texte des résolutions et nous vous invitons à les approuver dans toutes leurs dispositions.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Mathieu', is written over a horizontal line. A vertical line extends downwards from the right end of the horizontal line.

**Michel MATHIEU**  
Président du Directoire

## TABLEAU FINANCIER

	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2005	31/12/2004	31/12/2003
Capital social	11 492 832	12 115 344	13 197 152	12 883 360	11 811 344
Nombre d'actions ordinaires	718 302	757 209	824 822	805 210	738 209
Nombre d'actions à dividende prioritaire	0	0	0	0	0
Nombre maximum d'actions futures à créer	0	0	0	0	0
<i>Par conversion d'obligations</i>	0	0	0	0	0
<i>Par exercice de droits de souscription</i>	0	0	0	0	0
Chiffre d'affaires hors taxes	806 530 109	782 652 797	750 644 474	731 558 999	713 147 920
Résultat avant impôts, participation, dotation	14 530 319	13 359 039	12 958 741	13 565 131	9 443 294
Impôt sur les bénéfices	2 193 901	1 921 503	1 958 600	1 820 698	1 504 643
Participation des salariés	765 050	936 920	667 772	822 698	569 583
Résultat après impôts, participation et dotation	11 139 519	9 461 727	9 255 703	9 758 753	7 036 666
Résultat distribué	517 177	484 614	453 652	563 647	472 454
Par action - résultat après impôts avant dotation	16,11	13,87	12,53	13,56	9,98
Par action - résultat après impôts et dotation	15,50	12,50	11,22	12,12	9,53
Par action - dividende	0,72	0,64	0,55	0,70	0,64
Effectif moyen des salariés de l'exercice	589	600	625	637	694
Montant de la masse salariale	14 731 726	14 807 545	14 297 685	14 450 693	14 884 071
<i>Cotisations sociales et avantages sociaux</i>	7 082 880	6 446 661	6 823 125	6 615 991	5 756 579

**LISTE DES MANDATS ET FONCTIONS  
EXERCÉS PAR LES MANDATAIRES SOCIAUX DE LA SOCIÉTÉ  
DANS TOUTE SOCIÉTÉ AU COURS DE L'EXERCICE 2007**

**(Article L. 225-102-1 alinéa 3 du Code de Commerce)**

SOCIETES	Michel MATHIEU	Jean-Claude CHARPIGNON	Marc FULLANA	Thierry CHAPUSOT	Pascal LIBERT
CERP LORRAINE	Président du Directoire Bénéficiaire d'un contrat de travail	Membre du Directoire Directeur Général Bénéficiaire d'un contrat de travail	Membre du directoire Directeur Général Bénéficiaire d'un contrat de travail	Membre du Directoire	Président du Conseil de Surveillance
INVESTIPHARM FRANCE	Président du Conseil d'Administration et Directeur Général	Administrateur	Directeur Général délégué administrateur		Représentant l'Administrateur CERP LORRAINE
PHARMAGEST INTERACTIVE	Président du Conseil d'Administration	Administrateur		Directeur Général administrateur titulaire d'un contrat de travail	Représentant l'Administrateur CERP LORRAINE
CIP SAS				Représentant le Président la Société PHARMAGEST INTERACTIVE	
SAS EUROPEAN HEALTH LOGISTIC SOURCING - EHLS				Président du Conseil d'Administration jusqu'au 21/06/2007 puis représentant le Président la Société PHARMAGEST INTERACTIVE	
D.D.I. SAS				Président	
ADI - APPLICATIONS ET DEVELOPPEMENTS INFORMATIQUES				Représentant l'Administrateur A.F.I.	
SARL DC INFORMATIQUE				Gérant	
SARL AF INFORMATIQUE (nouvellement dénommée CP INTER@CTIVE)				Gérant	
SABCO (Société luxembourgeoise)				Président Administrateur	
HDM (ILE MAURICE)				Président	
PHARMA CERP	Président du Conseil de Surveillance	Vice-Président du Conseil de Surveillance	Membre du Directoire		Représentant le Membre du Conseil de surveillance CERP LORRAINE
PHARMALAB SAS			Président		
INVESTIPHARM BELGIUM (Société Belge)	Administrateur Délégué	Représentant l'Administrateur INVESTIPHARM FRANCE	Administrateur		Président du Conseil d'administration
APROPHAR (Société Belge)			Administrateur Président du Conseil d'Administration		
SOFAREX (Société Belge)			Administrateur délégué Président du Conseil d'Administration		
ALPHA REPARTITION (société Belge)	Représentant le Président du Conseil d'Administration BELGIUM INVESTMENT DISTRIBUTION		Administrateur délégué		Représentant l'Administrateur INVESTIPHARM BELGIUM
ALPHA FINANCE REPARTITION (Société Belge)	Administrateur Délégué				Président du Conseil d'administration

SOCIETES	Michel MATHIEU	Jean-Claude CHARPIGNON	Marc FULLANA	Thierry CHAPUSOT	Pascal LIBERT
<b>COPHANA</b> (Société Belge)	Représentant l'Administrateur INVESTIPHARM BELGIUM				
<b>ALPHAR PARTNERS</b> (Société Belge)	Représentant le Président du Conseil d'Administration INVESTIPHARM BELGIUM				
<b>SP+</b> (Société Belge)	Représentant le Président du Conseil d'Administration INVESTIPHARM BELGIUM				
<b>BELGIUM INVESTMENT DISTRIBUTION</b> (Société Belge)			Représentant l'Administrateur Président du Conseil d'Administration INVESTIPHARM BELGIUM		
<b>STALLION INVESTMENT</b> (Société Luxembourgeoise)	Administrateur Président du Conseil d'Administration				Administrateur
<b>STALLION MANAGEMENT</b> (Société Luxembourgeoise)	Administrateur				Administrateur
<b>CERP FRANCE</b>	Représentant l'Administrateur CERP LORRAINE				Administrateur
<b>SEMES</b>	Représentant l'Administrateur CERP LORRAINE	Président du Conseil d'Administration			Administrateur
<b>SAS EVRARD DPE</b>		Président à compter du 09/01/2007			
<b>SAS PHARMALPA</b>		Représentant le Président la Société EVARD DPE à compter du 09/01/2007			
<b>D'MEDICA</b> (anciennement dénommée DMEDICA HOLDING)	Président du Conseil d'Administration	Représentant l'Administrateur CERP LORRAINE jusqu'au 29/06/2007		Représentant l'administrateur CERP LORRAINE à compter du 29/06/2007	
<b>D'MEDICA</b>	Président du Conseil de surveillance jusqu'au 29/06/2007 (date de fusion avec DMEDICA HOLDING)	Représentant le membre du Conseil de surveillance DMEDICA HOLDING jusqu'au 29/06/2007 (date de fusion avec la Société DMEDICA HOLDING)		Vice-Président du Conseil d'orientation et de Surveillance jusqu'au 29/06/2007 (date de fusion avec DMEDICA HOLDING)	
<b>D.M.S. SARL</b>		Gérant jusqu'au 20/06/2007			
<b>SARL A.M.S. PARAPHARM 37</b>		Gérant jusqu'au 13/06/2007			
<b>S.N.C. PHARM OBJECTIF</b>		Représentant la CERP LORRAINE, Gérante			
<b>SCI CERP IMMO</b>	Représentant le Gérant CERP LORRAINE				
<b>SCI CERP IMMO 2</b>	Représentant le Gérant CERP LORRAINE				
<b>SELARL PHARMACIE DE LA SALLE</b>					Gérant
<b>SCI Kerdalle</b>					Gérant
<b>SCI DE L'EUROPE</b>		Gérant			
<b>SOCIETE CIVILE L'HERMITAGE</b>				Gérant	
<b>SCI HUOBREGA</b>				Gérant	

## MANDATS ET FONCTIONS EXERCÉS PAR LES AUTRES MANDATAIRES SOCIAUX DE LA SOCIÉTÉ CERP LORRAINE DANS TOUTE SOCIÉTÉ AU COURS DE L'EXERCICE 2007

(Article L. 225-102-1 alinéa 3 du Code de Commerce)

### ■ Monsieur Daniel ANTOINE

- Vice-Président, membre du Conseil de surveillance de la société « CERP LORRAINE »
- Administrateur de la société « PHARMAGEST INTERACTIVE »
- Administrateur de la société « INVESTIPHARM »
- Gérant de la « SCI JADD »

### ■ Monsieur Hugues MOREAUX

- Vice-Président, membre du Conseil de surveillance de la société « CERP LORRAINE »
- Gérant de la « SNC MOREAUX-DUCASSOU »
- Administrateur de la société « PHARMAGEST INTERACTIVE »
- Représentant l'administrateur « CERP LORRAINE » dans la société « EUROPEAN HEALTH LOGISTIC SOURCING – EHLS » jusqu'au 21 juin 2007

### ■ Monsieur Jean-Christian BRUCKER

- Membre du Conseil de surveillance de la société « CERP LORRAINE »
- Gérant de la « SELARL PHARMACIE LAVOISIER »
- Gérant de la « SC MARTOINE »
- Co-gérant de la « SNC PHARMACIE DES ROTTES »

### ■ Monsieur Jean COLLIN

- Membre du Conseil de surveillance de la société « CERP LORRAINE »

### ■ Monsieur Gérard FLAMMARION

- Membre du Conseil de surveillance de la société « CERP LORRAINE »
- Gérant de la « SCI SAINTE MAXIME »
- Gérant de la « SCI LA ROSE BLEUE »
- Gérant de la « SCI CADE »
- Gérant de la « SNC FLAMMARION-PRIN »
- Co-gérant de la « SCI LES ROCHETTES »

### ■ Monsieur Bernard GIROT

- Membre du Conseil de surveillance de la société « CERP LORRAINE »

### ■ Monsieur Jean-Paul KLEHR

- Membre du Conseil de surveillance de la société « CERP LORRAINE »
- Co-gérant de la « SCI PHARMAD »
- Administrateur de la « SA SERGE DARMIAN »

### ■ Monsieur Gérard NAIMI

- Membre du Conseil de surveillance de la société « CERP LORRAINE »
- Gérant de la « SCI JARDIN D'HELENE »
- Gérant de la « SNC PHARMACIE DE L'ANCIENNE MAIRIE »

### ■ Monsieur Philippe JACQUES

- Membre du Conseil de surveillance de la société « CERP LORRAINE »
- Co-gérant de la « SNC PHARMACIE JACQUES »

### ■ Monsieur François JACQUEL

- Membre du Conseil de surveillance de la société « CERP LORRAINE »
- Gérant de la « SCI CRAPAUDINE »
- Administrateur de la SA « ALPHA REPARTITION »
- Co-gérant de la « SELARL STREIT »
- Co-gérant de la « SELARL PHARMACIE DES HALLES »

### ■ Monsieur Francis HARDY

- Membre du Conseil de surveillance de la société « CERP LORRAINE »
- Administrateur de la SA « ALPHA REPARTITION »
- Administrateur de la SA « ALPHAR PARTNERS »
- Administrateur de la SA « ALPHA FINANCE IMMOBILIER »
- Administrateur de la SA « PHARMACIE HARDY »
- Secrétaire général de l'U.P.V.E.

# ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE ANNUELLE DU 28 MAI 2008



## Première résolution

L'Assemblée Générale,

Après avoir pris connaissance,

- du rapport de gestion du Directoire sur l'activité et la situation de la société pendant l'exercice clos le 31 décembre 2007, et sur les comptes dudit exercice,
- du rapport du Conseil de surveillance,
- du rapport général des Commissaires aux Comptes sur l'exécution de leur mission,

Approuve les comptes annuels, à savoir le bilan, le compte de résultat et l'annexe arrêtés le 31 décembre 2007 tels qu'ils ont été présentés ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

En application de l'article 223 quater du Code Général des Impôts, elle approuve les dépenses et charges visées à l'article 39-4 dudit Code qui s'élèvent à un montant global de 31.108 euros et qui ont donné lieu à une imposition de 10.369 euros.

## Deuxième résolution

L'Assemblée Générale,

Après avoir, en outre, pris connaissance du rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés, approuve lesdits comptes arrêtés au 31 décembre 2007 tels qu'ils lui ont été présentés ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans le rapport de gestion et dans le rapport des Commissaires aux comptes.

## Troisième résolution

L'Assemblée Générale,

Donne, pour l'exercice clos le 31 décembre 2007, quitus aux membres du Directoire et du Conseil de surveillance de leurs mandats et décharge de l'accomplissement de leur mission aux Commissaires aux Comptes.

## Quatrième résolution

L'Assemblée Générale,

Approuve les conventions énoncées dans le rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions visées aux articles L. 225-86 du Code de Commerce.

## Cinquième résolution

L'Assemblée Générale,

Constate, conformément à l'article 7 des statuts, que le capital social s'élevait, au 31 décembre 2007, à 11.492.832 euros, divisé en 718.302 actions de 16 euros chacune.

## Sixième résolution

L'Assemblée Générale,

Approuve la proposition du Directoire et après avoir constaté que les comptes de l'exercice font apparaître un bénéfice de 11.139.519 euros, décide de l'affecter ainsi qu'il suit :

- Bénéfice de l'exercice	11.139.519 €
Auquel se rajoute	
le report à nouveau de 2006	484.614 €
	<b>11.624.133 €</b>

Il est proposé :

- De rémunérer les actions souscrites au 31 décembre 2007 au taux de 4,5 %, soit 0,72 euro par action soit 517.177 €
- De doter le « fonds de réserve coopérateurs et non coopérateurs » de 8.706.779 €
- De verser, avant le 30 septembre 2008, aux associés coopérateurs proportionnellement aux achats de chacun d'eux 1.883.000 €
- Dotation du « report à nouveau » de 517.177 €

■ **Total égal au bénéfice constaté** **11.624.133 €**

S'agissant de la « participation coopérative », les rompus des distributions antérieures s'ajouteront à la somme de 1.883.000 euros.

Il ne sera effectué aucun versement de participation coopérative inférieur à 300 euros, les droits non versés formeront de nouveaux rompus.

Sur le plan fiscal, conformément aux dispositions en vigueur, le dividende de 0,72 euro par action ouvre droit, au profit des associés personnes physiques, à l'abattement de 40 % calculé sur la totalité de son montant.

Par ailleurs, il est précisé qu'en application de la loi de finances 2008, les dividendes versés aux personnes physiques seront

Exercices	Dividende par action	Dividendes éligibles à l'abattement versés à des personnes physiques		Dividendes non éligibles à l'abattement versés à des personnes morales
		50 %	40 %	
2004	0,70 €	0,70 €	/	0,70 €
2005	0,55 €	/	0,55 €	0,55 €
2006	0,64 €	/	0,64 €	0,64 €

précomptés par la société du ou des prélèvements à la source suivants :

- d'un prélèvement social obligatoire de 11 %,
- d'un prélèvement libératoire de 18 % pour les actionnaires ayant opté pour ledit prélèvement au plus tard au moment de l'encaissement des revenus.

Ce prélèvement entraîne l'annulation de l'abattement de 40 % rappelé ci-dessus.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, l'Assemblée Générale prend acte des distributions de dividendes intervenus au titre des trois derniers exercices (voir tableau ci-dessus).

#### Septième résolution

L'Assemblée Générale,

Après avoir entendu la lecture du rapport du Directoire, décide de proposer à chaque associé une option entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions créées avec jouissance du 31 décembre 2008.

Cette option porte sur la totalité du dividende mis en distribution, soit 0,72 euro par action.

Après avoir entendu la lecture du rapport spécial des Commissaires aux comptes établi en application de l'article L. 232-19 du Code de Commerce, l'assemblée générale fixe à 16 euros le prix unitaire d'émission des actions créées en paiement du dividende.

Les associés qui souhaitent opter pour le paiement du dividende en actions disposeront d'un délai de trois mois à compter de ce jour pour en faire la demande auprès de la société.

En conséquence, tout associé qui n'aura pas exercé son option avant le 28 août 2008 ne pourra recevoir le dividende lui revenant qu'en numéraire.

Des bulletins de souscription seront mis à la disposition des associés.

Chaque associé pourra opter pour l'un ou l'autre mode de paiement du dividende mais cette option concernera le montant total du dividende pour lequel l'option lui est offerte.

Si le montant du dividende auquel il a droit ne correspond pas à un nombre entier d'actions, l'associé pourra recevoir le nombre

d'actions immédiatement supérieur, la différence entre le prix des actions souscrites et le montant du dividende étant, soit versée en numéraire, soit prélevée sur le « relevé d'achats ».

Tous pouvoirs sont donnés au Directoire pour effectuer toutes les opérations consécutives à l'exercice de l'option et à l'augmentation de capital qui en résultera.

#### Huitième résolution

L'Assemblée Générale,

Décide de fixer à 30.000 euros le montant des jetons de présence alloués aux membres du Conseil de surveillance pour l'exercice en cours.

#### Neuvième résolution

L'Assemblée Générale,

Constatant l'expiration du mandat de membre du Conseil de surveillance de Monsieur Bernard GIROT, décide de lui renouveler son mandat pour une nouvelle période de six années, soit jusqu'à l'assemblée générale ordinaire annuelle statuant sur les comptes clos le 31 décembre 2013.

#### Dixième résolution

L'Assemblée Générale,

Constatant l'expiration du mandat de membre du Conseil de surveillance de Monsieur Jean COLLIN, décide de nommer en son remplacement :

- Monsieur Benoît BEAUDOUIN, Pharmacien, de nationalité française  
Demeurant 32 Clos des Acacias 57157 MARLY

pour une durée de six années, soit jusqu'à l'assemblée générale ordinaire annuelle statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013.

#### Onzième résolution

L'Assemblée Générale,

Constatant l'expiration du mandat de membre du Conseil de surveillance de Monsieur Gérard NAIMI, décide de nommer en son remplacement :

- Madame Véro WONG TEN CHIN née RAVALOMANDA Holiarivony, Pharmacienne, de nationalité française  
Demeurant 02 Place des Argonautes 51100 REIMS

pour une durée de six années, soit jusqu'à l'assemblée générale ordinaire annuelle statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013.

#### Douzième résolution

L'Assemblée Générale,

Constatant l'expiration du mandat de membre du Conseil de surveillance de Monsieur Jean-Paul KLEHR, décide de nommer en son remplacement :

- Monsieur Jean-Pierre DOSDAT, Pharmacien, de nationalité française  
Demeurant Château de la Grange 57100 MANOM

pour une durée de six années, soit jusqu'à l'assemblée générale ordinaire annuelle statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013.

#### Treizième résolution

L'Assemblée Générale,

Constatant l'expiration du mandat de membre du Conseil de surveillance de Monsieur Gérard FLAMMARION, décide de nommer en son remplacement :

- Monsieur Hubert LIBOTTE, Chef d'Entreprise, de nationalité française  
Demeurant 95 rue Lafayette 54800 JARNY

pour une durée de six années, soit jusqu'à l'assemblée générale ordinaire annuelle statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013.

#### Quatorzième résolution

L'Assemblée Générale,

Confère tous pouvoirs au porteur d'un original ou d'une copie du présent procès-verbal afin d'accomplir les formalités légales requises.

## COMPTES DE RÉSULTAT CONSOLIDÉS

	2007		2006		N/N-1
		% CA		% CA	%
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>					
Chiffre d'affaires net	1 738 103 527	100,00	1 607 605 970	100,00	8,12
Rep. s/prov. et amort.	5 469 220	0,31	4 377 344	0,27	24,94
Autres produits d'exploitation	2 121 830	0,12	1 455 918	0,09	45,74
<b>Total</b>	<b>1 745 694 577</b>	<b>100,44</b>	<b>1 613 439 232</b>	<b>100,36</b>	<b>8,20</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>					
Achats consommés	1 535 160 683	88,32	1 443 857 966	89,81	6,32
Achats et charges externes	71 063 953	4,09	57 003 487	3,55	24,67
Charges de personnel	90 234 822	5,19	77 855 971	4,84	15,90
Dotations aux amortissements	6 265 198	0,36	4 310 645	0,27	45,34
Dotations aux provisions	4 199 214	0,24	3 324 783	0,21	26,30
Autres charges d'exploitation	1 039 785	0,06	616 225	0,04	68,73
<b>Total</b>	<b>1 707 963 655</b>	<b>98,27</b>	<b>1 586 969 077</b>	<b>99,79</b>	<b>7,62</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>37 730 922</b>	<b>2,17</b>	<b>26 470 155</b>	<b>1,65</b>	<b>42,54</b>
Produits financiers courants	9 788 099	0,56	8 763 043	0,55	11,70
Charges financières courantes	8 499 400	0,49	5 583 561	0,35	52,22
<b>RESULTAT FINANCIER</b>	<b>1 288 699</b>	<b>0,07</b>	<b>3 179 482</b>	<b>0,20</b>	<b>- 59,47</b>
<b>RESULTAT COURANT DES SOCIÉTÉS INTEGRES</b>	<b>39 019 621</b>	<b>2,24</b>	<b>29 649 637</b>	<b>1,84</b>	<b>31,60</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>					
Reprise sur provisions	335 297	0,02	195 406	0,01	71,59
Autres produits exceptionnels	1 059 472	0,06	2 668 586	0,17	- 60,30
<b>Total</b>	<b>1 394 769</b>	<b>0,08</b>	<b>2 863 992</b>	<b>0,18</b>	<b>- 51,30</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>					
Dotations aux provisions	828 875	0,05	300 911	0,02	175,46
Autres charges exceptionnelles	675 371	0,04	1 279 269	0,08	- 47,21
<b>Total</b>	<b>1 504 246</b>	<b>0,09</b>	<b>1 580 180</b>	<b>0,10</b>	<b>- 4,81</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>- 109 477</b>	<b>- 0,01</b>	<b>1 283 812</b>	<b>0,08</b>	<b>NS</b>
Impôt sur les bénéfices	12 125 377	0,70	9 501 659	0,59	27,61
Participation des salariés	2 179 305	0,13	2 096 055	0,13	3,97
<b>RESULTAT NET DES SOCIÉTÉS INTEGRES</b>	<b>24 605 462</b>	<b>1,42</b>	<b>19 335 735</b>	<b>1,22</b>	<b>27,25</b>
Quote-part des sociétés mise en équivalence	54 675	0,00	21 909	0,00	149,55
Dot.amort. Écarts acquisition	4 719 795	0,27	2 591 254	0,16	82,14
<b>RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE</b>	<b>19 940 342</b>	<b>1,15</b>	<b>16 766 390</b>	<b>1,05</b>	<b>18,93</b>
<b>dont part du Groupe</b>	<b>16 675 360</b>	<b>0,96</b>	<b>14 130 856</b>	<b>0,89</b>	<b>18,01</b>
part des intérêts minoritaires	3 264 982	0,19	2 635 534	0,17	23,88

## BILANS CONSOLIDÉS

BILAN ACTIF	31/12/07			31/12/06
	Brut	Amortissements et provisions	Net	Net
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
Immobilisations incorporelles	21 938 692	5 254 979	16 683 713	14 347 194
Ecart d'acquisition	67 388 044	13 039 664	54 348 380	18 683 278
Immobilisations corporelles	83 138 694	52 053 240	31 085 454	21 711 187
Immobilisations financières	5 537 227	158 430	5 378 797	30 116 770
Titres mis en équivalence	261 021		261 021	165 487
<b>Total</b>	<b>178 263 678</b>	<b>70 506 313</b>	<b>107 757 365</b>	<b>85 023 916</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
Stocks et en-cours	97 968 556	1 393 251	96 575 305	88 556 038
Clients et comptes rattachés	242 271 381	6 843 490	235 427 891	216 897 229
Autres créances	62 036 982	66 429	61 970 553	22 034 964
Valeurs mobilières de placement	22 460 237		22 460 237	18 909 566
Disponibilités	25 579 996		25 579 996	34 422 018
<b>Total</b>	<b>450 317 152</b>	<b>8 303 170</b>	<b>442 013 982</b>	<b>380 819 815</b>
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>628 580 830</b>	<b>78 809 483</b>	<b>549 771 347</b>	<b>465 843 731</b>

BILAN PASSIF	31/12/07	31/12/06
<b>CAPITAUX PROPRES</b>		
Capital	11 492 832	12 115 344
Réserves consolidées	77 361 710	65 672 110
Résultat de l'exercice	16 675 360	14 130 855
<b>Total</b>	<b>105 529 902</b>	<b>91 918 309</b>
<b>INTERETS MINORITAIRES</b>		
Dans les capitaux propres	22 560 473	21 848 231
Dans le résultat	3 264 982	2 635 534
<b>Total</b>	<b>25 825 455</b>	<b>24 483 765</b>
Subventions d'investissement	185 415	229 717
<b>TOTAL DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE</b>	<b>131 540 772</b>	<b>116 631 791</b>
<b>AVANCES CONDITIONNEES</b>	<b>11 248 396</b>	<b>11 987 654</b>
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>	<b>10 300 749</b>	<b>10 372 400</b>
<b>DETTES</b>		
Emprunts et dettes financières	142 041 069	121 650 525
Fournisseurs et comptes rattachés	174 662 960	165 520 167
Autres dettes	79 977 401	39 681 194
<b>Total</b>	<b>396 681 430</b>	<b>326 851 886</b>
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>549 771 347</b>	<b>465 843 731</b>

## TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE EN K€

	31/12/07	31/12/06
<b>OPERATIONS D'EXPLOITATION</b>		
Résultat net des sociétés intégrées	24 605 462	19 335 735
Amort. et provisions	6 038 702	3 896 836
Résultat sur cession d'actif immobilisé	- 218 627	- 1 222 680
Dividendes reçus des sociétés équivalence	9 190	11 600
Imposition différée	302 464	204 737
Subvention virée au résultat	- 44 303	- 44 303
<b>Capacité d'autofinancement</b>	<b>30 692 888</b>	<b>22 181 925</b>
Stocks	- 4 545 656	3 423 971
Clients et cptes rattachés	- 7 565 422	- 21 114 026
Fournisseurs	- 511 018	7 664 761
Autres actifs et passifs d'exploitation	- 6 301 442	4 087 519
<b>Variation du besoin en fonds de roulement</b>	<b>- 18 923 538</b>	<b>- 5 937 775</b>
<b>Flux de trésorerie d'exploitation</b>	<b>11 769 350</b>	<b>16 244 150</b>
<b>OPERATIONS D'INVESTISSEMENT</b>		
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	- 2 496 029	- 2 869 371
Acquisitions d'immobilisations corporelles	- 7 055 491	- 2 739 291
Acquisitions d'immobilisations financières et prêt	- 1 341 048	- 26 810 921
Cessions d'immobilisations	333 725	6 532 306
Incidence des variations de périmètre	- 8 317 462	- 11 560 762
<b>Flux de trésorerie d'investissement</b>	<b>- 18 876 305</b>	<b>- 37 448 039</b>
<b>OPERATIONS DE FINANCEMENT</b>		
Exit taxe		
Dividendes versés aux actionnaires de la sté mère	- 2 264 614	- 2 153 652
Dividendes versés aux minoritaires	- 2 156 927	- 2 452 337
Remboursement d'emprunts	- 11 326 387	- 9 960 334
Augmentation des emprunts	19 383 133	36 047 527
Variation des comptes courants associés	- 736 767	- 1 428 744
Augmentation capital	661 568	672 128
Remboursement capital	- 1 284 080	- 1 753 936
<b>Flux de trésorerie de financement</b>	<b>2 275 926</b>	<b>18 970 652</b>
<b>VARIATION DE TRESORERIE</b>	<b>- 4 831 029</b>	<b>- 2 233 237</b>
Placements à terme	3 550 671	- 7 291 184
Disponibilités	- 8 842 022	1 999 218
Concours bancaires	460 322	3 058 729
<b>Total</b>	<b>- 4 831 029</b>	<b>- 2 233 237</b>

**A) Informations relatives au référentiel comptable, aux modalités de consolidation et au périmètre de consolidation****1. Référentiel comptable**

La consolidation est réalisée selon les principes définis par le règlement CRC N°99-02 homologué par l'arrêté du 22 juin 1999.

Les sociétés dans lesquelles le groupe CERP LORRAINE exerce, directement ou indirectement un contrôle exclusif, sont consolidées par intégration globale.

Les sociétés dans lesquelles le groupe CERP LORRAINE exerce, directement ou indirectement un contrôle conjoint, sont consolidées par intégration proportionnelle.

Les sociétés dans lesquelles le groupe CERP LORRAINE exerce une influence notable sont consolidées par mise en équivalence.

Certaines participations ne répondant pas à ces critères et dont l'importance n'est pas jugée significative ne sont pas consolidées.

**2. Modalités de consolidation**

a) L'exercice social des sociétés consolidées coïncidant avec l'année civile, les bilans et comptes de résultat utilisés pour la consolidation 2007 sont ceux présentés à l'approbation des Assemblées Générales. Ces bilans font, le cas échéant, l'objet des reclassements indispensables à leur présentation suivant les normes du Groupe.

- b) Les principaux retraitements effectués sont les suivants :
- Les dividendes reçus des filiales consolidées sont neutralisés dans les résultats.
  - Les biens financés par crédit bail sont retraités (activation de la valeur d'achat, constatation de la dette financière, constatation des amortissements).
  - Les amortissements sur fonds de commerce comptabilisés en Belgique sont neutralisés conformément à la réglementation française.
  - Les mouvements de l'exercice concernant les provisions fiscales ou réglementées sont exclus du résultat. Il en est de même pour ceux affectant les provisions pour dépréciation sur titres des sociétés consolidées.
  - Les écarts d'acquisition sont déterminés et amortis selon les modalités définies dans les principes comptables ci-après.
  - Les retraitements donnent lieu, société par société, au calcul des impositions différées en fonction de la situation fiscale globale de chacune. La variation des impositions différées est enregistrée au compte de résultat.

**3. Périmètre de consolidation****A. Sociétés consolidées par intégration globale**

Sociétés	Adresse	% contrôle	% intérêt
CERP LORRAINE	Vandœuvre	société consolidante	
D Medica	Toulouse	94.82	94.82
D.M.S.	Sedan	56.00	53.10
AMS Parapharm 37	Chinon	99.61	94.45
Pharmacerp	Paris	99.98	99.98
Pharmalab	Paris	100.00	99.98
Itafarm	Rome	100.00	99.98
UK Pharma	Londres	100.00	99.98
Espafarmed	Barcelone	100.00	99.98
Sofarex	Drongen	99.92	99.90
Auxi Export	Drongen	100.00	99.90
Cerp Lorraine Export	Heillecourt	100.00	99.98
Pharmagest	Villers les Nancy	61.31	61.31
A.D.I.	Saclay	50.00	30.65
A.F.I.	Quetigny	100.00	61.31
DCI	Mérignac	100.00	61.31
CIP	Queven	100.00	61.31
EHLS	Queven	100.00	61.31
SCI Hurobrega	Queven	100.00	61.31
DDI	Bordeaux	100.00	61.31
Sabco	Luxembourg	95.00	58.24
ATS	Bruxelles	100.00	58.24
SEMES	Heillecourt	45.20	43.95
Evrard DPE	Houdemont	95.00	95.00
Pharmalpa	Lyon	100.00	95.00
Investipharm France	Heillecourt	94.49	94.49
Investipharm Belgium	Bruxelles	69.71	65.87
Stallion Management	Luxembourg	100.00	65.87
Aprophar	Gand-Drongen	100.00	65.87
SP +	Namur	99.50	65.54
Alpha Finance Répartition	Namur	92.44	61.03
Bel ID	Namur	100.00	65.87
Alphar Partners	Namur	99.92	60.98
Alpha Répartition	Namur	79.93	51.28
Cophana	Namur	99.97	51.26
SCI Cerp Immo 2	Heillecourt	100.00	100.00
SNC Pharm'objectif	Heillecourt	99.99	99.99
SCI Cerp Immo	Heillecourt	100.00	100.00
SCI La Fontaine	Ennery	60.00	60.00

## B. Sociétés consolidées par intégration proportionnelle

Sociétés	Adresse	% contrôle	% intérêt
CERP FRANCE	Saint-Denis	24.97	24.97

## C. Sociétés consolidées par mise en équivalence

Sociétés	Adresse	% contrôle	% intérêt
Alpha médical	Bar le Duc	40.00	37.93
Parapharm France	Royan	33.20	31.37
Malta	Abbeville	50.00	30.66
Transpharm	Ales	35.06	21.49

## 4. Modifications du périmètre

L'exercice 2007 se caractérise principalement par :

- L'acquisition par le groupe Pharmagest de :
  - 95 % du capital de Sabco et de sa filiale ATS, sociétés spécialisées dans l'informatique officinale belge et luxembourgeoise, en septembre 2007
  - 50 % du capital de Malta Informatique, société d'informatique spécialisé.
- L'acquisition en janvier 2007 par Cerp Lorraine de :
  - 94.18 % du capital de D Medica, société spécialisée dans le MAD et qui a fusionné en juillet 2007 avec Hopidom
  - 95 % du capital d'Evard DPE et de sa filiale Pharmalpa, activité dépositaire
- L'acquisition par le groupe Pharmacerp de 100 % du capital d'Auxi Export ( Export hors Communauté européenne)
- Le rachat à des tiers de titres d'Investipharm France, le pourcentage de contrôle s'établissant au 31 décembre 2007 à 94,49 % contre 94,29 % en 2006.

Par ailleurs, le Groupe Investipharm a acquis auprès de petits porteurs 2,25 % du capital d'Alpha Répartition et 2,15 % du capital d'Alpha Finance Répartition.

## B) Principes comptables et méthodes d'évaluation

Les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 Décembre 2007 sont élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes de prudence, de l'indépendance des exercices et de la continuité d'exploitation.

Les méthodes d'évaluation des différents postes du bilan sont les suivantes :

### 1. Immobilisations incorporelles

Les éléments figurant au bilan, dans la rubrique « Immobilisations incorporelles » représentent, principalement, la valeur de fonds de commerce et de marques.

## 2. Ecart d'acquisition

L'écart d'acquisition est égal à la différence constatée lors de l'entrée d'une société dans le périmètre de consolidation entre le coût d'acquisition de ses titres et la part de la société détentrice dans ses capitaux propres évalués à la juste valeur.

Ces écarts d'acquisition sont amortis sur une durée variant en fonction des activités à savoir :

- 20 ans pour l'activité de répartition Belgique.
- 20 ans pour l'activité de Maintien du malade à Domicile.
- 10 ans pour les autres activités.

## 3. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur valeur d'entrée dans le patrimoine (prix d'achat et frais accessoires). Les immobilisations acquises par crédit-bail ont été retraitées.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue :

- Construction 20/50 ans
- Agencements 10 ans
- Matériel et outillage 5/10 ans
- Matériel informatique 5/3 ans

## 4. Immobilisations Financières

Les titres des sociétés non consolidés détenus par les sociétés du groupe figurent sous la rubrique Titres de participation pour leur valeur d'acquisition.

Figurent notamment dans ce poste les participations détenues dans des holdings constitués pour des reprises de pharmacie en Belgique, puisqu'elles sont destinées à être cédées au pharmacien exploitant.

## 5. Stocks

Ils sont évalués à leur prix d'achat (déduction faite de l'escompte pour paiement comptant en France).

Une provision pour dépréciation des stocks est constituée pour les produits de très faible rotation.

## 6. Créances et dettes

Elles sont évaluées pour leur valeur nominale. Les créances sont, le cas échéant, dépréciées par voie de provision lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

## 7 Trésorerie

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur prix d'acquisition éventuellement majoré des intérêts capitalisables et font l'objet si nécessaire de provision.

## C) Rubriques d'information

### Note 1. - Etat des immobilisations

Postes du Bilan En K€	Valeur brute au début de l'exercice	Augmen- tation	Diminution	Variation de Périmètre	Valeurs brutes fin d'exercice
Immob. incorporelles	7 872	2 496	154	388	10 604
Fonds de commerce	11 334				11 334
Ecart acquisition	27 348		350	40 390	67 388
Terrains	4 326				4 326
Autres immob. Corporelles	55 245	4 252	1 473	7 422	65 447
Matériel en Crédit-bail	2 262	2 803		8 301	13 366
Participations	29 297	1 178		- 26 322	4 153
Prêts et Autres titres immob.	985	196	27	229	1 383
Titres mis en équivalence	165	55	9	50	261
	<b>138 834</b>	<b>10 980</b>	<b>2 013</b>	<b>30 458</b>	<b>178 262</b>

1. – Les écarts d'acquisition concernent les sociétés :

Sociétés	Montant	Durée d'amortissement
Aprophar	267	20 ans
Alpha répartition	1 758	20 ans
Cophana	735	10 ans
Médivie	674	10 ans
Investipharm	1 252	10 ans
Transpharm	97	10 ans
Pharmagest	3 250	10 ans
Semes	146	10 ans
AFI	50	10 ans
ADI	186	10 ans
DCI	638	10 ans
CIP	13 287	10 ans
EHLS	3 816	10 ans
DDI	886	10 ans
Malta	40	10 ans
Auxi Export	99	10 ans
Sabco	2 771	10 ans
ATS	736	10 ans
D Médica	34 250	20 ans
Evrard	2 449	10 ans

La diminution des écarts d'acquisition concerne les écarts d'acquisition totalement amortis.

L'augmentation des écarts d'acquisition est liée à l'entrée dans le périmètre des sociétés :

- D Médica.
- Evrard DPE
- Sabco/ATS

2. – Les titres de participations figurant au bilan des comptes consolidés concernent principalement les sociétés situées en dehors du périmètre de consolidation à savoir :

CERP Guyane	46 K€
CERP Mayotte	60 K€
CERP SA	582 K€
Participations Alphar	3 449 K€

3. – Titres mis en équivalence :

Société	% détenu	Quote-part capitaux propres	Quote-part résultat	Total
Parapharm France	33.20	60	16	76
Alpha Médical	40.00	67	15	82
Transpharm	35.06	29	1	30
Malta	50.00	50	23	73

#### Note 2. - Etat des amortissements

En K€	Valeur au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Variation du périmètre	Valeur à la fin de l'exercice
Immob. incorporelles	4 855	303	154	248	5 252
Fonds de commerce	3				3
Ecarts d'acquisition	8 664	4 726	350		13 040
Immob. Corporelles	38 480	4 227	1 337	3 971	45 341
Immob en crédit-bail	1 642	1 799		3 271	6 712
Immob. Financières	163		7		156
	<b>53 807</b>	<b>11 055</b>	<b>1 848</b>	<b>7 490</b>	<b>70 506</b>

#### Note 3. - Impôts différés

En K€	Au 31/12/2007	Au 31/12/2006
<b>Impôts différés Actif</b>		
– Provision pour IDR	1 170	1 354
– Déficit reportables	1 477	1 354
– Retraitement crédit bail	189	227
– Décalages temporaires	702	652
<b>Total</b>	<b>3 538</b>	<b>3 587</b>
<b>Impôts différés Passif</b>		
– Réévaluation actif juste valeur	178	205
– Provisions réglementées	303	171
– Retraitement crédit bail	154	
<b>Total</b>	<b>635</b>	<b>376</b>

#### Note 4. - Variation des capitaux propres consolidés

En K€	Groupe	Intérêts minoritaires
Montant au 31/12/06	91 918	24 484
Réduction de capital	– 1 284	
Augmentation de capital	662	
Distribution de dividendes et trop perçus	– 2 265	– 2 157
Variation de périmètre	– 177	235
Résultat 2007	16 675	3 264
<b>Montant au 31/12/07</b>	<b>105 530</b>	<b>25 825</b>

## Note 5. - Etat des provisions

En K€	Valeur au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Variation de périmètre	Valeur à la fin de l'exercice
Ecart Acquisition	5		5		
Provisions pour I.D.R. (1)	6 120	380	1 157	101	5 445
Autres prov. risques et Charges (2)	4 247	1 778	1 288	118	4 855
<b>Provisions pour risques et charges</b>	<b>10 372</b>	<b>2 158</b>	<b>2 450</b>	<b>220</b>	<b>10 301</b>

### (1) Provision pour engagements de retraite

Dans nos activités de répartition France, les engagements de retraite d'un montant de 2,3 millions d'euros au 31/12/2007, sont calculés selon la méthode rétrospective des unités de crédit projetées avec salaire de fin de carrière prévue à 62 ans.

Dans nos activités d'Informatique officinale, un montant cumulé de 429 K€ a été versé à des fonds d'assurance dédiés, le solde des engagements déterminé selon la méthode rétrospective des unités de crédit projetées avec salaire de fin de carrière, soit 393 K€ sont provisionnés dans les comptes au 31 décembre 2007.

### (2) Les autres provisions pour risques et charges concernent principalement :

- des provisions pour maintenance logicielle et matérielle dans nos activités d'informatique officinale : 1.074 K€
- des provisions sur le plan d'option d'achat d'actions ouvert chez Pharmagest : 532 K€
- des provisions pour risques prud'homaux : 1.455 K€

## Note 6. - Dettes

Postes du Bilan en K€	Montant brut	Dont à - 1 an	Dont à + 1 an - 5 ans	Dont à + 5 ans
Découverts bancaires	53 664	53 664		
Emprunts auprès d'établissement de crédit (1)	81 277	12 800	50 242	18 235
Emprunts crédit-bail	6 571	2 103	4 468	
Emprunts et dettes financières	529	529		
Total des dettes financières	142 041	69 096	54 710	18 235
Dettes fournisseurs	174 663	174 663		
Autres dettes	79 977	79 977		
<b>TOTAL</b>	<b>396 681</b>	<b>323 736</b>	<b>54 710</b>	<b>18 235</b>

(1) Le Groupe a contracté un emprunt de 9,855 millions de francs suisses sur 7 ans à taux variable Libor 3 mois, dont le solde au 31 décembre 2007 s'élève à 7,878 millions de francs suisses. Le groupe a eu recours à des achats à terme de devises destinés à couvrir le risque de change ; 6 millions de francs suisses étaient concernés correspondant aux échéances de février 2008 à août 2011 inclus.

## Note 7. - Analyse du résultat par secteur d'activité

En K€	Répartition France	Répartition Belgique	Autres activités	Total
Chiffre d'affaires net	802 845	591 688	343 570	<b>1 738 103</b>
Résultat d'exploitation	5 976	3 209	28 546	<b>37 731</b>
Résultat courant avant impôt	8 286	2 290	28 444	<b>39 020</b>
Résultat net des stés intégrées avant amort. survaleurs	5 529	1 558	17 518	<b>24 605</b>

### Note 8. - Produits et charges exceptionnelles

- Autres produits exceptionnels	
dont produits de cessions d'immobilisations	334
produits sur opérations de gestion	726
reprises sur provisions	335
- Autres charges exceptionnelles	
dont valeur nette des immobilisations cédées	115
charges sur opérations de gestion	560
dotations aux provisions	829

### Note 9. - Impôt sur les bénéfices

Au compte de résultat, ce poste comporte :	
- Impôt exigible de l'exercice	11 823
- Impôts différés	302
Charge nette d'impôt	12 125

La charge nette d'impôt de 302 K€ d'impôts différés comprend :

- un produit net lié aux reports déficitaires de 123 K€
- une charge nette liée aux IDR de 151 K€
- une charge nette liée à des retraitements divers de 274 K€

### Note 10. - Résultat net part sociale

En €	2007	2006
Résultat net part du groupe	16 675 360	14 130 856
Nombre de parts sociales	718 302	757 209
Résultat net/part sociale	23,21	18,66

### D) Engagements hors bilan

En contre partie d'emprunts inscrits au passif sous forme de :

- nantissement, hypothèques et suretés réelles 44.509 K€

En contre partie de lignes de crédit sous forme de :

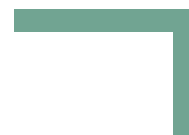
- lettres d'intentions 40.000 K€

Effets escomptés non échus Néant

### E) Effectifs et rémunérations

En ETP au 31 décembre	2007	2006
Société Mère	495	504
Sociétés Intégrées	1 600	1 204
<b>Total</b>	<b>2 095</b>	<b>1 708</b>

La rémunération des organes de direction n'est pas précisée car cela conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.



Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la société CERP Lorraine relatifs à l'exercice clos le 31 Décembre 2007, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

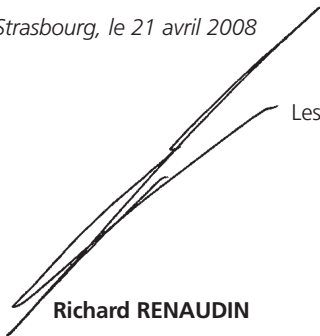
### **I – Opinion sur les comptes consolidés**

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard, des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les notes B/4 et C/2 de l'annexe qui donnent les informations relatives aux titres de participation non consolidés et en exposent les raisons.

*Fait à Villers-lès-Nancy et à Strasbourg, le 21 avril 2008*



**Richard RENAUDIN**

Les commissaires aux comptes

### **II – Justification des appréciations**

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

#### **Règles et principes comptables**

La note « Principes comptables et règles d'évaluation » de l'annexe expose, dans son paragraphe 2, les règles et méthodes comptables relatives à la comptabilisation, à l'amortissement et à l'évaluation des écarts d'acquisitions.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables décrites dans la note de l'annexe mentionnée ci dessus et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

#### **Estimations comptables**

Votre Société constitue des dépréciations pour couvrir les risques de non recouvrement de ses créances clients, inhérents à ses activités. Dans le cadre de nos appréciations, nous nous sommes assurés du caractère raisonnable de ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

### **III – Vérification spécifique**

Par ailleurs, nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations, données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.



**MAZARS & GUÉRARD  
Jean-Brice de TURCKHEIM**

## COMPTES SOCIAUX CERP LORRAINE

		Net au 31.12.07	Net au 31.12.06
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		<b>808 241 163</b>	<b>784 184 999</b>
Chiffre d'affaires net	(1)	806 530 109	782 652 797
Autres produits d'exploitation	(2)	1 711 054	1 532 202
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		<b>802 384 392</b>	<b>780 162 442</b>
Achats consommés		750 679 664	727 928 875
Autres achats et charges externes		14 313 635	14 232 685
Impôts et taxes	(3)	13 756 909	14 996 890
Charges de personnel	(4)	21 814 609	21 254 206
Dotations aux amortis. et provisions	(5)	1 819 575	1 749 786
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>5 856 771</b>	<b>4 022 557</b>
Produits financiers		10 330 018	9 607 699
Charges financières		3 278 185	1 762 802
<b>RESULTAT FINANCIER</b>	(6)	<b>7 051 833</b>	<b>7 844 897</b>
Opérations en commun		167 637	- 38 168
<b>RESULTAT COURANT</b>		<b>13 076 241</b>	<b>11 829 286</b>
Produits exceptionnels		1 495 079	1 043 915
Charges exceptionnelles		472 850	553 051
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	(7)	<b>1 022 229</b>	<b>490 864</b>
<b>RESULTAT INTERMÉDIAIRE</b>		<b>14 098 470</b>	<b>12 320 150</b>
Participation des salariés		765 050	936 920
Impôt sur les bénéfices		2 193 901	1 921 503
<b>RESULTAT NET</b>		<b>11 139 519</b>	<b>9 461 727</b>

## BILANS COMPTES SOCIAUX

BILAN ACTIF		31/12/07			31/12/06
		Brut	Amortissements et provisions	Net	Net
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>		(8)			
Immobilisations incorporelles		1 725 441	384 396	1 341 045	1 319 706
Immobilisations corporelles		14 327 770	11 068 643	3 259 127	3 710 373
Immobilisations financières		89 454 729	7 600 000	81 854 729	66 910 909
<b>Total</b>		<b>105 507 940</b>	<b>19 053 039</b>	<b>86 454 901</b>	<b>71 940 988</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>					
Stocks et en-cours	(9)	43 952 860	297 937	43 654 923	41 507 386
Avances et acomptes versés sur commandes					
Clients et comptes rattachés	(10)	104 065 695	2 735 779	101 329 916	96 133 724
Autres créances	(11)	17 258 584	2 729	17 255 855	16 602 548
Disponibilités	(12)	7 208 343		7 208 343	20 278 563
<b>Total</b>		<b>172 485 482</b>	<b>3 036 445</b>	<b>169 449 037</b>	<b>174 522 221</b>
Comptes de régularisation	(13)	5 213 197		5 213 197	4 113 357
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>		<b>283 206 621</b>	<b>22 089 484</b>	<b>261 117 135</b>	<b>250 576 565</b>

BILAN PASSIF		31/12/07		31/12/06
<b>CAPITAUX PROPRES</b>				
Capital	(14)	11 492 832		12 115 344
Réserves		62 763 309		55 566 196
Résultat de l'exercice		11 139 519		9 461 727
Subventions d'investissement		21 780		24 420
Provisions réglementées	(15)	629 737		595 917
<b>Total</b>		<b>86 047 177</b>		<b>77 763 604</b>
Avances conditionnées (comptes provision)		7 956 943		8 154 054
Provisions pour risques et charges	(15)	2 954 789		3 290 702
Emprunts et dettes financières	(16)	55 926 246		46 881 597
Fournisseurs et comptes rattachés	(16)	94 523 957		99 320 083
Autres dettes	(16)	13 389 295		15 482 353
<b>Total</b>		<b>174 751 230</b>		<b>173 128 789</b>
Comptes de régularisation	(17)	318 727		262 484
<b>TOTAL DU PASSIF</b>		<b>261 117 135</b>		<b>251 154 877</b>

## TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE EN K€

	31/12/07	31/12/06
<b>OPERATIONS D'EXPLOITATION</b>		
Résultat net	11 140	9 462
Amortissements et provisions	432	1 039
Résultat sur cession d'actif immobilisé	924	451
Subvention virée au résultat	3	3
<b>Capacité d'autofinancement</b>	<b>10 645</b>	<b>10 047</b>
Stocks	- 2 148	4 782
Clients et comptes rattachés	- 5 073	- 15 574
Fournisseurs et comptes rattachés	- 4 796	1 377
Autres actifs et passifs d'exploitation	- 3 254	907
<b>Variation du besoin en fonds de roulement</b>	<b>- 15 271</b>	<b>- 8 508</b>
<b>Flux de trésorerie d'exploitation</b>	<b>- 4 626</b>	<b>1 539</b>
<b>OPERATIONS D'INVESTISSEMENT</b>		
Acquisitions d'immobilisations	- 20 934	- 26 306
Cessions d'immobilisations	924	460
Réductions d'immobilisations	5 563	5 564
<b>Flux de trésorerie d'investissement</b>	<b>- 14 447</b>	<b>- 20 282</b>
<b>OPERATIONS DE FINANCEMENT</b>		
Distributions	- 2 265	- 2 154
Augmentation des dettes financières	13 200	25 000
Remboursement des dettes financières	- 4 915	- 4 640
Augmentation des capitaux propres	4 198	5 331
Réduction des capitaux propres	- 5 018	- 7 201
<b>Flux de trésorerie de financement</b>	<b>5 200</b>	<b>16 336</b>
<b>VARIATION DE TRÉSORERIE</b>	<b>- 13 873</b>	<b>- 2 407</b>
Disponibilités	- 13 070	- 2 422
Concours bancaires	- 803	15
<b>Total</b>	<b>- 13 873</b>	<b>- 2 407</b>

## ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE ORDINAIRE DU 28 MAI 2008

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 décembre 2007, dont le total est de 261 117 135 €, et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un bénéfice de 11 139 519 €.  
L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2007 au 31/12/2007.

### Principes et modalités

#### Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect du principe de prudence et d'indépendance des exercices et en présumant la continuité des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les états financiers ont été établis en conformité avec :

- le PCG 1999 approuvé par arrêté ministériel du 22 juin 1999
- la loi n° 83 353 du 30 avril 1983
- le décret 83 1020 du 29 novembre 1983
- les règles comptables :
  - 2000-06 et 2003-07 sur les passifs
  - 2002-140 sur les amortissements et les dépréciations des actifs
  - 2004-06 sur la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

#### Immobilisations incorporelles :

Les immobilisations incorporelles sont composées de logiciels, d'un droit au bail et de fonds de commerce.

#### Immobilisations corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisitions des immobilisations) ou à leur coût de production.

Du fait des nouvelles normes comptables, les immobilisations acquises depuis 2005 ont été immobilisées par composantes. Aucun changement n'a été pratiqué sur les immobilisations acquises les années antérieures.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production des immobilisations sont inclus dans le coût de production des immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

- Constructions, agencements et aménagements des constructions : de 30 à 7 ans
- Installations techniques et matériel et outillage industriel : de 10 à 4 ans
- Installations générales, matériel de bureau et informatique et mobilier : de 10 à 3 ans.

#### Participations, autres titres immobilisés et valeurs mobilières de placement :

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'utilité est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

#### Stocks :

Les stocks sont évalués au prix du tarif d'achat au jour de l'inventaire et accessoirement au prix d'achat après déduction des escomptes pour règlement comptant. Une provision pour dépréciation des stocks est constituée sur des produits détenus depuis plus d'un an et qui n'ont fait l'objet que d'une très faible sortie à ventes ou d'aucune sortie à ventes.

#### Créances :

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

#### Provisions réglementées :

Les provisions réglementées figurant au bilan sont détaillées sur l'état des provisions et font partie des capitaux propres au bilan.

#### Avances conditionnées :

Cette rubrique de bilan comprend les provisions versées par nos actionnaires coopérateurs en sus de leur part de capital conformément à notre règlement intérieur dont les dispositions obligent nos actionnaires coopérateurs et les trop-perçus bloqués destinés à une augmentation de capital (rompus) conformément à l'article 14 de la loi du 11/07/1972 modifié par l'article 4 de la loi du 08/07/1977.

#### Renseignements divers :

##### Médailles du travail :

La convention collective ne prévoit rien. Les médailles du travail ne résultent que d'usage et compte tenu du taux de demande des dernières années, le montant n'étant pas significatif aucune provision n'a été comptabilisée.

##### Indemnités de départ à la retraite :

Changement d'estimation. Les hypothèses retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation = 4.5 %
- départ à 62 ans
- revalorisation des salaires
- rotation faible des effectifs
- départ à l'initiative des salariés.

##### Rémunération des dirigeants :

La rémunération des organes de direction n'est pas précisée car cela conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

## RUBRIQUES D'INFORMATION

	Au 31.12.07	Au 31.12.06	Au 31.12.05
<b>1. Chiffre d'affaires net</b>			
Ventes de marchandises	800 335 398	777 314 471	745 317 909
Ventes de services	6 194 711	5 338 326	5 326 565
<b>Total</b>	<b>806 530 109</b>	<b>782 652 797</b>	<b>750 644 474</b>
<b>2. Autres produits d'exploitation</b>			
Reprises amortissements, provisions, transferts de charges	1 331 125	1 039 875	1 071 457
Autres produits	379 929	492 327	384 386
<b>Total</b>	<b>1 711 054</b>	<b>1 532 202</b>	<b>1 455 843</b>
<b>3. Impôts et taxes</b>			
Contribution Accoss	11 969 663	13 363 065	11 732 680
Taxe professionnelle	913 230	768 687	773 924
Autres impôts et taxes	874 016	865 138	699 447
<b>Total</b>	<b>13 756 909</b>	<b>14 996 890</b>	<b>13 206 051</b>
<b>4. Charges de personnel</b>			
Salaires et traitements	14 731 726	14 807 545	14 297 685
Charges sociales	6 522 517	6 446 492	6 339 628
Intéressement des salariés	560 366	169	483 497
<b>Total</b>	<b>21 814 609</b>	<b>21 254 206</b>	<b>21 120 810</b>
<b>EFFECTIFS</b>			
Ingénieurs et cadres	75	77	73
Agents de maîtrise et techniciens	102	99	104
Employés	412	424	448
<b>5. Dotations aux amortissements &amp; provisions d'exploitation</b>			
Dotation aux amortissements	863 998	867 974	899 431
Dotation aux provisions sur actif circulant	919 044	711 055	932 387
Dotation aux provisions pour risques et charges	36 533	170 757	388 754
<b>Total</b>	<b>1 819 575</b>	<b>1 749 786</b>	<b>2 220 572</b>
<b>6. Résultat financier</b>	<b>7 051 833</b>	<b>7 844 897</b>	<b>7 886 006</b>
Produits financiers	10 330 018	9 607 699	9 073 724
<i>Dont produits financiers de participation</i>	4 707 540	4 358 708	4 033 667
Charges financières	3 278 185	1 762 802	1 187 718
<i>Dont intérêts des emprunts</i>	2 168 159	908 067	613 771
<b>7. Résultat exceptionnel</b>	<b>1 022 230</b>	<b>490 864</b>	<b>- 12 169</b>
Produits exceptionnels	1 495 079	1 043 915	481 560
<i>Dont produits de cession</i>	924 120	460 005	5
<i>Dont reprises sur provisions</i>	301 065	150 344	253 560
Charges exceptionnelles	472 850	553 051	493 729
<i>Dont valeur nette comptable des cessions</i>	0	9 497	0
<i>Dont dotations sur provisions</i>	163 346	356 611	104 625

	BRUT			Au 31/12/07
	Au 01/01/07	Entrées	Sorties	
<b>8. Actif immobilisé</b>				
Immobilisations incorporelles	1 654 149	71 292	0	1 725 441
Immobilisations corporelles	14 012 376	365 799	50 406	14 327 769
Immobilisations financières	74 517 669	20 499 802	5 562 742	89 454 729
<i>Dont Participations</i>	73 943 897	20 441 771	5 562 742	88 822 926
<b>Total</b>	<b>90 184 194</b>	<b>41 378 664</b>	<b>5 613 148</b>	<b>105 507 939</b>

	Au 01/01/07	Dotations	Reprises	Au 31/12/07
<b>Amortissements et provisions</b>				
Immobilisations incorporelles	334 443	49 953	0	384 397
Immobilisations corporelles	10 302 003	814 045	47 406	11 068 642
Immobilisations financières	7 606 760		6 760	7 600 000
<b>Total</b>	<b>18 243 206</b>	<b>863 998</b>	<b>54 166</b>	<b>19 053 039</b>

	Brut	Provision dépréciation	Montant net
<b>9. Stocks</b>			
Marchandises	43 952 860	297 937	43 654 923
Autres approvisionnements		0	
<b>Total</b>	<b>43 952 860</b>	<b>297 937</b>	<b>43 654 923</b>

		Brut	- 1 an	+ 1 an
<b>Etat des créances</b>				
Clients	(10)	104 065 695	102 227 742	1 837 953
Autres créances	(11)	17 258 585	5 258 585	12 000 000

Les clients et comptes rattachés sont évalués pour leur valeur nominale.

Des provisions pour dépréciation sont constituées pour couvrir les risques d'irrécouvrabilité.

Les autres créances sont également évaluées pour leur valeur nominale, et des provisions sont constituées pour couvrir les risques d'irrécouvrabilité.

## 12. Disponibilités

Ce poste est essentiellement composé des soldes positifs des comptes bancaires courants.

## 13. Comptes de régularisation

Les comptes de régularisation représentent les charges constatées d'avance à la clôture des exercices.

## 14. Capital social

Composition du capital social	A la clôture de l'exercice	Nombre de titres		Valeur nominale
		Créés pendant l'exercice	Remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	718 302	41 348	80 255	16

	Au 01.01.07	Dotations	Reprises	Au 31.12.07
<b>15. Provisions pour risques et charges</b>				
Provisions réglementées	595 917	86 430	52 610	629 737
Provisions pour litiges	845 115	36 533	200 907	680 741
Provisions pour pensions et obligations similaires	2 445 587	76 916	248 455	2 274 048
Autres provisions pour risques et charges				
<b>Total</b>	<b>3 886 619</b>	<b>199 879</b>	<b>501 972</b>	<b>3 584 526</b>

	Brut	- 1 an	+ 1 an
<b>16. Etat des dettes</b>			
Emprunts et dettes financières	55 926 245	9 885 047	46 041 198
Fournisseurs et comptes rattachés	94 523 957	94 523 957	
Dettes fiscales et sociales	9 480 754	9 480 754	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	99 958	99 958	
Autres dettes	3 808 585	3 808 585	
<b>Total</b>	<b>163 839 499</b>	<b>117 798 301</b>	<b>46 041 198</b>
Emprunts souscrits en cours d'exercice	13 200 000		
Emprunts remboursés en cours d'exercice	5 029 976		

### 17. Comptes de régularisation

Les comptes de régularisation représentent les produits à recevoir à la clôture des exercices.

### 18. Rémunération des dirigeants

La rémunération des organes de direction n'est pas fournie car cela conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

### 19. Engagements financiers hors crédit-bail

Engagements donnés :	Cautions bancaires :	40 136 485 €
	Nantissement des titres D'MEDICA Holding	32 008 314 €

### 20. Engagements de crédit-bail

	Constructions	Autres immobilisations	Total
<b>Valeur d'origine</b>	<b>1 920 284</b>	<b>2 262 380</b>	<b>4 182 664</b>
<b>Amortissements :</b>	<b>1 272 395</b>	<b>1 851 070</b>	<b>3 123 465</b>
- cumulés antérieurs	1 157 026	1 641 537	2 798 563
- dotations de l'exercice	115 369	209 533	324 902
<b>Redevances payées :</b>	<b>2 986 574</b>	<b>1 542 265</b>	<b>4 528 839</b>
- cumulés antérieurs	2 813 207	1 179 379	3 992 586
- de l'exercice	173 367	362 886	536 253
<b>Redevances à payer :</b>	<b>650 197</b>	<b>997 936</b>	<b>1 648 133</b>
- A un an au plus	151 303	362 886	514 189
- A + 1 an et - 5 ans	498 894	635 050	1 133 944
- A plus de 5 ans			0
<b>Valeur résiduelle :</b>	<b>4</b>	<b>22 624</b>	<b>22 628</b>

## 22. Tableau des filiales et participations

### Filiales (plus de 50 % du capital détenu)

- SA INVESTIPHARM - Allée des Tilleuls - Heillecourt
- SA PHARMAGEST INTERACTIVE - Villers lès Nancy
- SA PHARMACERP - Avenue des Erables - Heillecourt
- SNC PHARM’OBJECTIF - Allée de Vincennes - Vandœuvre
- D’ MEDICA - Rue Jean Monnet - 31240 L’Union
- SCI CERP IMMO - Allée des Tilleuls - Heillecourt
- SCI CERP IMMO2 - Allée des Tilleuls - Heillecourt
- SAS EVRARD DPE - Avenue des Erables - Heillecourt
- SCI FONTAINE - Rue André Maginot - 57300 TREMERY

### Participations (de 10 à 50 % du capital détenu)

- SEMES - Avenue des Erables - Heillecourt
- SA CERP France - rue Calais - Paris

Capitaux propres	Quote-part du capital détenu (en %)	Résultat du dernier exercice clos
17 835 988	94,49 %	340 961
28 130 387	61,31 %	4 525 634
11 008 589	99,98 %	2 334 262
– 951 108	99,90 %	42 838
13 149 646	94,82 %	2 373 435
75 472	99,00 %	49 835
36 201	99,00 %	34 701
906 347	95,00 %	110 866
209 808	60,00 %	67 811
3 918 675	42,00 %	682 153
953 923	24,98 %	7 715

# RAPPORT GÉNÉRAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

## EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2007



Mesdames, Messieurs les actionnaires

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2007, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société CERP LORRAINE, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la Loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

### I – Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives.

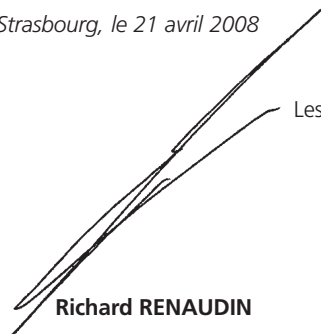
Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes.

Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble.

Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fait à Villers-lès-Nancy et à Strasbourg, le 21 avril 2008



Richard RENAUDIN

Les commissaires aux comptes

### II – Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

#### Estimations comptables :

- Votre Société constitue des dépréciations pour couvrir les risques de non recouvrement de ses créances clients, inhérents à ses activités. Nous avons analysé ces dépréciations.
- Concernant les titres de participation et les provisions pour risques et charges nous avons procédé à l'appréciation des approches retenues par la société décrites dans l'annexe.

Dans le cadre de nos appréciations et sur la base des éléments disponibles à ce jour, nous nous sommes assurés du caractère raisonnable de ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

### III – Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la Loi.

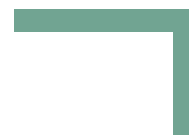
Conformément aux dispositions de l'article L.233-6 du Code de commerce, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion du Directoire.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Directoire et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.



MAZARS & GUÉRARD  
Jean-Brice de TURCKHEIM

**RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES  
ÉTABLI DANS LE CADRE DU PAIEMENT DU DIVIDENDE EN ACTIONS  
EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2007**



Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de Commissaires aux comptes de la société CERP LORRAINE et en application de l'article L 232-19 du Code de Commerce, nous vous présentons notre rapport relatif à l'offre de paiement aux actionnaires du dividende en actions, que l'assemblée générale a la faculté de proposer.

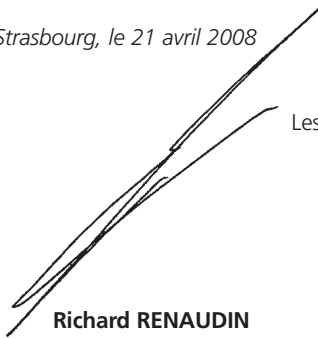
Le prix d'émission des actions à émettre dans le cadre du paiement du dividende en actions a été déterminé par le Directoire. Il nous appartient, sur la base de nos travaux, de nous prononcer sur l'application des règles relatives à la détermination du prix d'émission.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimées nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier que le prix d'émission des actions est déterminé conformément aux règles prévues par la loi.

Le prix d'émission fixé à **16 euros** correspond à la valeur nominale de l'action déterminée sur la base du capital social et du nombre d'actions au 31 décembre 2007.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur l'application des règles de détermination du prix d'émission des actions.

*Fait à Villers-lès-Nancy et à Strasbourg, le 21 avril 2008*



**Richard RENAUDIN**

Les commissaires aux comptes



**MAZARS & GUÉRARD  
Jean-Brice de TURCKHEIM**



